

## Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté

### Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire

#### Séance du 22 décembre 2020

L'an deux mille vingt, le 22 décembre à vingt heures trente, le conseil de la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté, convoqué le 16 décembre 2020, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gilles GRIMAUD, Président.

**NOMBRE DE CONSEILLERS PRESENTS** : 34 (quorum : 16)

#### PRESENTS :

ANGRIE ..... : DAVAL Marcel, RICHARD Marie-Noëlle  
BOUILLÉ-MÉNARD ..... : GALON Yannick  
BOURG-L'ÉVÈQUE ..... : GAUDIN Hervé  
CANDÉ ..... : AUBRY Fabien, CROSSOUARD Pascal  
CARBAY..... : BRILLET Martial  
CHALLAIN-LA-POThERIE ..... : ROBERT Anaël  
CHAZÉ-SUR-ARGOS ..... : COUE Françoise, GALON Julie  
LOIRÉ ..... : ROBERT Jacques  
OMBRÉE D'ANJOU ..... : AILLERIE Pierre, BOSSE Fabien, BUCHER Cécile, CHAPEAU Annie, ESNAULT Pierrick, GODDE Jacques, MORISSE Sophie, PROD'HOMME Anny  
SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU ..... : BOULLAIS Sandrine, BOURDAIS Marie-Paule, CHAUVIN Bruno, CHERE Nicolas, COQUEREAU Geneviève, DANJOU Anne, GRIMAUD Gilles, GROSBOS Marie-Bernadette, GUINEHEUX Christophe, HEULIN Pierre-Marie, LARDEUX Dominique, MOULLIERE Sandrine, ROISNET Valérie, RONCIN Joël, THIERRY Irène

#### Excusés ayant donné procuration :

ARMAILLÉ..... : GALISSON Emmanuelle a donné pouvoir à BRILLET Martial.  
CANDE ..... : JOUNEAUX Christelle a donné pouvoir à CROSSOUARD Pascal.  
OMBRÉE D'ANJOU..... : BALLE Matthieu a donné pouvoir à CHAPEAU Annie.  
GUENNERY Julie a donné pouvoir à MORISSE Sophie.  
ROUSSEZ Olivier a donné pouvoir à ESNAULT Pierrick.  
SARAROLS Isabelle a donné pouvoir à ESNAULT Pierrick.  
SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU..... : CHAUVEAU Carine a donné pouvoir à MOULLIERE Sandrine.  
GAULTIER Jean-Noël a donné pouvoir à GRIMAUD Gilles.  
MARSAIS Thérèse a donné pouvoir à COQUEREAU Geneviève.  
MECHINEAU Christian a donné pouvoir à DANJOU Anne.  
ROMANN Colette a donné pouvoir à CHAUVIN Bruno.

#### Excusé non représenté :

CANDÉ ..... : ROBIN Marie-France  
SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU..... : BROSSIER Daniel

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** ..... : BRILLET Martial

## **Délibération n° 20201222-012 - Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal : définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation**

### **Présentation : Madame Françoise COUÉ**

Dans la continuité de la précédente délibération portant sur la définition des modalités de collaboration entre les Communes et la Communauté de Communes, Madame la Vice-Présidente en charge de l'urbanisme poursuit son exposé sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Les documents d'urbanisme existants à la date du transfert de compétence demeurent en vigueur à ce jour. Pour mémoire, Anjou Bleu Communauté est constituée de 11 communes membres (34 communes historiques), inégalement dotées en matière de documents d'urbanisme :

- 30 communes sont couvertes par un PLU ou un PLUi dit « partiel » (ex-Communauté de Communes de la Région de Pouancé-Combrée ayant initié un PLU intercommunal à cette échelle avant la création d'Anjou Bleu Communauté) ;
- 2 communes sont couvertes par une carte communale ;
- 2 communes n'ont aucun document d'urbanisme (application du règlement national d'urbanisme) ;

### **I – Contexte réglementaire**

La loi n° 2010-874 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE), dite Grenelle II, a initié la généralisation des PLU intercommunaux et une meilleure articulation entre les politiques sectorielles liées à l'aménagement du territoire. La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, a confirmé cette approche et a modifié des éléments relatifs au contenu et à la procédure d'élaboration du PLUi.

La loi pose le principe selon lequel lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) est compétent en matière de PLU, ce document couvre l'intégralité de son territoire, à l'exception des parties couvertes par un Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV). Elle mentionne enfin la caducité des Plans d'Occupation des Sols au 31 décembre 2015. Cette disposition concerne une commune de la Communauté de Communes pour laquelle s'applique depuis cette date le Règlement National d'Urbanisme (Chazé-sur-Argos).

Face à ce contexte réglementaire, et compte tenu de l'hétérogénéité des documents d'urbanisme sur le territoire d'Anjou Bleu Communauté (PLU récents Grenelle et/ou ALUR, PLU à « grenelliser » et/ou « aluriser », cartes communales, communes soumises au RNU ...), les élus communautaires ont exprimé la volonté de mettre en cohérence les documents d'urbanisme des 11 Communes membres et ce, dans une logique de prospective territoriale à l'échelle du bassin de vie et d'emploi que constitue Anjou Bleu Communauté.

Le PLUi d'Anjou Bleu Communauté couvrira donc l'intégralité du territoire des 11 communes membres, et se substituera aux 32 documents d'urbanisme existants au niveau des communes « historiques ». La compétence communautaire se traduit par l'élaboration d'un seul et unique PLU à l'échelle de la Communauté de Communes et par la conduite d'une seule procédure.

### **II – Contexte local**

Le PLUi exprimera le projet politique d'aménagement et de développement du territoire d'Anjou Bleu Communauté pour une dizaine d'années. Il constitue donc un document stratégique qui met en cohérence les politiques publiques communautaires et spatialise le projet du territoire. Il permet de cadrer les opérations en donnant les conditions de développement. Il est aussi l'outil réglementaire qui fixe les règles d'utilisation des sols sur le territoire de la Communauté de Communes et conditionne la délivrance des autorisations d'occupation du sol par les Maires.

L'environnement législatif conduisant Anjou Bleu Communauté à se doter d'un document de planification unique est renforcé au niveau local par un contexte propice à son élaboration et confortant sa portée :

- Réflexions autour d'un projet de territoire communautaire et volonté d'en spatialiser une partie dans un document de planification le plus intégré possible, renforçant de fait sa légitimité, sa pertinence et son efficacité,
- Nouveaux plans et programmes de portée supérieure, soit récemment adoptés, soit en cours d'élaboration ou de révision, avec notamment l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) des Pays de la Loire arrêté le 30 novembre 2020, la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Anjou Bleu, approuvé par délibération du conseil syndical le 18 octobre 2017, l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) du Pays de l'Anjou Bleu devant être approuvé au cours du premier semestre 2021...
- Volonté d'affirmer et de coordonner les politiques communautaires, notamment en termes d'habitat (Programme Local de l'Habitat adopté le 27 octobre 2020), de transport (étude Mobilités certifiée CEREMA -EMC<sup>2</sup>- engagée, réflexion en cours relative à la prise de compétence d'Autorité Organisatrice des Mobilités), d'environnement, d'économie, de transition énergétique...

Le PLUi peut également tenir lieu de Programme Local de l'Habitat (PLH) en poursuivant les objectifs énoncés à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitat et comprenant tous les éléments d'un PLH au moyen notamment d'une pièce supplémentaire, le Programme d'Orientations et d'Actions. Anjou Bleu Communauté est dotée d'un PLH approuvé en octobre 2020 pour la période 2020-2025 sur lequel l'élaboration du PLUi s'appuiera. Le PLUi d'Anjou Bleu Communauté ne vaudra donc pas PLH.

Le PLUi peut aussi tenir lieu, dans les mêmes conditions, de Plan de Déplacements Urbains (PDU), Anjou Bleu Communauté devra se positionner d'ici le 31 mars 2021 quant à la prise de compétence d'autorité organisatrice des mobilités (AOM) prévue à l'article L. 1231-1 du code des transports. Pour la mise en œuvre de ce premier PLUi, Anjou Bleu Communauté s'oriente vers un PLUi « simple » ne tenant pas lieu de PDU.

La loi ALUR supprime également toute référence à l'obligation de réaliser un Règlement Local de Publicité (RLP) dans une procédure unique avec celle du PLUi. Aussi, une réflexion sur l'élaboration d'un RLP intercommunal pourra être initiée en fonction des enjeux paysagers, économiques, d'animation des centres-villes ayant émergé au cours des réflexions menées dans le PLUi. A ce stade, la réalisation d'un RLPi ne constitue pas une priorité d'Anjou Bleu Communauté, compte tenu de ses enjeux spécifiques.

L'élaboration du PLUi sera soumise à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) des Pays de la Loire dans le cadre de la procédure dite de « cas par cas ». En fonction des enjeux environnementaux et de l'équilibre global du projet, le PLUi pourra faire l'objet d'une évaluation environnementale tout au long de son processus d'élaboration. Dans cette hypothèse, cette évaluation environnementale sera intégrée dans le dossier de PLUi et sera soumise à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement. La réalisation de cette évaluation

environnementale sera confiée à un prestataire extérieur, afin de garantir l'objectivité nécessaire à son bon déroulement.

Le PLUi sera composé ainsi d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), d'un règlement, avec ses documents graphiques, avec en outre un rapport de présentation intégrant son évaluation environnementale éventuelle, et des annexes. Il pourra également contenir un ou des plans de secteur. Le PLUi se substituera aux documents d'urbanisme communaux une fois approuvé et devenu exécutoire.

L'élaboration du PLUi constitue un enjeu majeur pour Anjou Bleu Communauté dans la mesure où il constituera l'une des composantes et l'un des réceptacles du projet de territoire de l'Intercommunalité. Sur le fond, ce projet devra permettre de répondre aux principes nouveaux issus notamment de la loi Grenelle I du 3 août 2009, de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, de la loi ALUR du 24 mars 2014, de la loi d'avenir de l'agriculture du 13 octobre 2014, de la loi relative à la simplification de la vie des entreprises du 20 décembre 2014, de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique ainsi que de l'article L.121-1 du code de l'urbanisme.

Les lois récentes ont fait évoluer le contenu du PLUi, développant notamment son volet « développement durable », au sens large. Ainsi, le PLUi devra notamment traiter de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la préservation et de la restauration des continuités écologiques au sein de la trame verte et bleue, de la limitation de l'étalement urbain et du renforcement des centralités, de l'utilisation économe des espaces naturels, de l'amélioration des performances énergétiques, de la production énergétique à partir de sources renouvelables, de la diminution des obligations de déplacements motorisés, du développement des transports en commun et des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile, d'une nouvelle prise en compte des besoins en matière de stationnement des véhicules et de mobilité, du développement numérique.

### **III – Objectifs poursuivis**

Dans ce contexte, il s'agit donc de prescrire l'élaboration du PLUi, en se fondant en l'état actuel sur les objectifs suivants :

- Affirmer un projet qui assure un **aménagement et un développement durables** de l'ensemble du territoire d'Anjou Bleu Communauté, **fort, cohérent et riche de sa diversité**, en veillant à sa bonne articulation avec les projets communaux, les territoires voisins et les enjeux supra-communautaires ;
- **Coconstruire le PLUi avec les communes** et veiller à préserver la diversité du territoire (rural / urbain, patrimoine minier, paysages bocagers, trace de l'histoire médiévale...) ;
- Ecrire un projet en **adéquation avec les ambitions des documents-cadres** et des documents communautaires porteurs de politiques sectorielles : SRADDET, SCoT de l'Anjou Bleu, SAGE (Oudon, Mayenne, Estuaire de la Loire...), PLH d'Anjou Bleu Communauté ...
- Garantir les conditions de **l'attractivité économique** du territoire, notamment exogène, afin de permettre le maintien des **dynamiques** démographique, commerciale, d'équipements et de services pour l'ensemble de la population d'Anjou Bleu Communauté ;
- Capitaliser sur les **caractéristiques économiques** particulières d'Anjou Bleu Communauté (économie industrielle et agricole) pour en faire un moteur d'un vivre-ensemble réussi en milieu rural.

- Se saisir de l'histoire du territoire et de ses **caractéristiques rurales** du territoire pour en faire l'un des piliers de la stratégie touristique locale (valorisation du patrimoine agricole, gîtes à la ferme, projets atypiques...) ;
- Mobiliser les leviers permettant de maintenir une **agriculture locale dynamique et diversifiée**, tant dans les formes d'exploitation que dans le lien que l'agriculture entretient avec le territoire d'Anjou Bleu Communauté ;
- Mener une politique de développement économique s'appuyant **sur l'armature du territoire** : centralités d'une part, infrastructures de transport d'autre part et permettre l'accueil d'activités économiques de tous types tenant compte des capacités du territoire et du positionnement des zones ;
- Rechercher la mise en œuvre d'un **territoire résilient** face au changement climatique, notamment en travaillant sur la place de la nature en ville (îlots de fraîcheur, aménagement urbain...), l'adaptation aux évolutions climatiques... ;
- Déterminer l'organisation et le développement de l'urbanisation par une **approche adaptée** au territoire et à ses enjeux :
  - o en préservant au mieux les espaces agricoles naturels et paysagers,
  - o en assurant un développement urbain maîtrisé,
  - o en limitant la consommation d'espace,
  - o en recherchant une intensification urbaine *via* une politique de renouvellement urbain, de densification et de reconquête des friches ;
  - o en veillant à la qualité des espaces bâtis,
  - o en tenant compte de l'armature territoriale définie au SCoT (Polarité de rang 1 : Segré – Sainte-Gemmes-d'Andigné / Polarités de rang 2 : Candé et Pouancé / Polarités de rang 3 : bi-pôle Combrée – Noyant-la-Gravoyère),
  - o en veillant au maintien du niveau de services des bourgs ruraux maillant le territoire.
- Travailler aux conditions favorables à la **revitalisation des centres-bourgs** notamment en **questionnant les équilibres** entre commerces de centre-bourg / centre-ville d'une part et commerce périphérique d'autre part, en travaillant à la localisation optimale des projets futurs vis-à-vis des centralités communales, en veillant à diversifier les fonctions des tissus urbains des communes et en accompagnant les politiques de résorption de la vacance (OPAH-RU, notamment).
- Assurer une meilleure **articulation entre urbanisme et offre de déplacements**, et promouvoir les modes actifs et partagés de déplacement (marche à pied, vélo, covoiturage, autopartage...), permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre.
- S'appuyer sur la « colonne vertébrale » que constitue la **voie verte** Segré-Pouancé pour un meilleur maillage entre les centres-bourgs du territoire ;
- Construire un **territoire pour tous** en poursuivant et en traduisant les objectifs et les orientations du PLH pour répondre au mieux à la diversité des besoins en logements (performance environnementale, adaptation / maintien à domicile, lutte contre l'insalubrité...) et veiller à permettre la réalisation effective des **parcours résidentiels** sur le territoire ;
- Préserver et valoriser les espaces constitutifs de la **trame verte et bleue** :
  - o Mieux prendre en compte les enjeux liés aux **milieux aquatiques et aux zones humides**, veiller à la **prévention des risques (PPRI, PPRm...)**,

- Assurer au mieux la **préservation et la remise en état des continuités écologiques**, et s'appuyer sur les richesses existantes du territoire,
  - **Préserver et valoriser le bocage** dans ses diverses fonctions sur le territoire : écologique, hydraulique et paysagère / sociale ;
  - **Soutenir l'activité agricole** en garantissant les conditions du maintien et du développement de l'activité ;
- Renforcer l'attractivité touristique en s'appuyant sur les études existantes menées à l'échelle des communes, comme du Pays de l'Anjou Bleu ;

#### **IV – Modalités de concertation**

Le conseil communautaire doit délibérer sur les modalités d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Etant au cœur des intérêts des habitants et de tous les acteurs de l'aménagement du territoire, le projet de PLUi revêt un enjeu fort en termes de concertation. Les acteurs concernés seront d'autant plus nombreux que les domaines abordés sont divers. Pour cela, de multiples partenaires institutionnels sont susceptibles d'être concernés, mais le PLUi devra également être élaboré en concertation, plus largement, avec l'ensemble des habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Les objectifs de la concertation du public sont de permettre, tout au long de l'élaboration du projet de PLU intercommunal et jusqu'à son arrêt par le conseil communautaire :

- D'avoir accès à l'information,
- D'alimenter la réflexion et l'enrichir,
- De formuler des observations et propositions,
- De partager le diagnostic du territoire,
- D'être sensibilisé aux enjeux et à leur prise en compte par le projet,
- De s'approprier au mieux le projet de territoire,
- De bien utiliser le futur document et de suivre son évolution,

Ainsi, les modalités de la concertation envisagées associant la population, les associations locales et les autres personnes concernées, conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, sont les suivantes :

- Organisation d'au moins une exposition publique temporaire ;
- Organisation de réunions publiques, avec un minimum d'une réunion publique générale à chacune des trois grandes étapes de l'élaboration du PLUi : le diagnostic partagé et les enjeux du territoire, les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le projet de PLUi dans son ensemble (le cas échéant, ces réunions pourront être « sectorisées » et ce, afin d'apporter l'information et l'échange au plus près des habitants d'Anjou Bleu Communauté) ;
- Mise à disposition du public d'un dossier comportant notamment les plans, études, avis, le cas échéant, requis à ce stade et autres documents relatifs au projet, avec les pièces de la procédure, au fur et à mesure de leur élaboration au siège d'Anjou Bleu Communauté et/ou mis à disposition sur le site internet d'Anjou Bleu Communauté ;
- Information du public par divers supports et moyens de communication (site internet d'Anjou Bleu Communauté, magazine de l'EPCI (Anjou Bleu Com'), publications et site internet des Communes volontaires, ...) concernant la procédure en cours, le contenu et l'avancement des études et du projet ;
- Mise en place à Anjou Bleu Communauté et dans les 11 Communes membres, aux heures et jours habituels d'ouverture, d'un registre laissant la possibilité à toute personne intéressée d'inscrire

ses observations et propositions. Celles-ci pourront également être adressées par courrier, à l'attention de Monsieur le Président d'Anjou Bleu Communauté, à l'adresse suivante : Anjou Bleu Communauté – Place du Port – BP 50148 – 49501 SEGRE EN ANJOU BLEU CEDEX.

Ces modalités de concertation constituent une base minimale et des actions complémentaires sont susceptibles d'être organisées tout au long de la procédure d'élaboration du PLUi. D'autres, innovantes, pourront être mises en place, à l'initiative du bureau d'études qui accompagnera la Communauté de Communes dans l'élaboration du PLUi.

En outre, seront consultés, automatiquement ou à leur demande, au cours de l'élaboration du projet de PLUi :

- Le Préfet,
- La Présidente du Conseil régional,
- Le Président du Conseil départemental,
- Le Président de la Chambre de commerce et d'industrie,
- Le Président de la Chambre de métiers et de l'artisanat,
- Le Président de la Chambre d'agriculture,
- La Présidente du PETR du Segréen,
- Les Présidents des établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents,
- Les Maires des communes limitrophes,
- Les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat,
- Les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L.141-1 du code de l'environnement,
- Le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire d'Anjou Bleu Communauté ;

Le dossier sera consultable au siège d'Anjou Bleu Communauté.

### **Le conseil communautaire**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1614-1, L.1614-3, L.5211-1 et suivants, L.5214-16 ;

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020, notamment l'article 6 IV ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.101-1 et suivants, L.103-2 à L.103-6, L.113-1, L.132-5, L.132-7, L.132-9, L.132-11 à L.132-13, L.132-15, L.151-1 et suivants et L.153-1 et suivants, R.153-20 et R.153-21;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.122-17 et R.122-18 relatifs à l'examen au cas par cas des plans et programmes d'une part et ses articles L.122-4 et suivants relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes d'autre part ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article L.112-3 ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté, modifiés en dernier lieu par arrêté préfectoral n° 2019-13 en date du 31/12/2019 ;

Vu les documents d'urbanisme existants sur le territoire d'Anjou Bleu Communauté ;

Vu le SCoT de l'Anjou Bleu approuvé par délibération du conseil syndical du PETR en date du 18 octobre 2017 ;

Considérant qu'Anjou Bleu Communauté est compétente pour élaborer un Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Considérant les objectifs poursuivis par Anjou Bleu Communauté dans le cadre de l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal tels qu'exposés ci-dessus ;

Considérant les objectifs et modalités de la concertation présentés ci-dessus ;

Vu le procès-verbal de la conférence intercommunale des Maires organisée, conformément aux dispositions de l'article L.153-8 du code de l'urbanisme, le 8 décembre 2020 et dont l'objet portait sur la définition des modalités de collaboration entre Anjou Bleu Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération n° 20202212-010 en date du 22 décembre 2020 définissant les modalités de collaboration entre Anjou Bleu Communauté et ses communes membres ;

### DÉCIDE

- De prescrire l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal qui couvrira l'intégralité du périmètre d'Anjou Bleu Communauté et qui se substituera aux documents d'urbanisme en vigueur ;
- D'approuver les objectifs poursuivis dans le cadre de cette élaboration de Plan Local d'Urbanisme intercommunal par Anjou Bleu Communauté tels qu'ils ont été exposés ci-dessus ;
- De fixer les modalités de la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, pendant toute la durée d'élaboration du projet jusqu'au stade de l'arrêt du projet de PLUi, telles qu'elles ont été exposées ci-dessus ;
- De pouvoir surseoir à statuer, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables.
- De solliciter l'Etat pour allouer une dotation à Anjou Bleu Communauté afin de couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du PLUi, ainsi que toute autre aide financière ;
- De demander l'association des services de l'Etat à l'élaboration du projet de PLUi ;
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire et notamment à signer tout contrat, avenant ou convention ;

### Précise que :

- Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits à l'article 232 du budget général d'Anjou Bleu Communauté pour l'exercice considéré ;
- La présente délibération sera notifiée :
  - Au Préfet de Maine-et-Loire ;
  - A la Présidente du Conseil régional ;
  - Au Président du Conseil départemental ;
  - Au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
  - Au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
  - Au Président de la Chambre d'Agriculture ;
  - A la Présidente du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Segréen, établissement en charge de l'élaboration et du suivi du Schéma de Cohérence Territoriale ;
- La présente délibération fera l'objet :
  - D'un affichage pendant un mois au siège d'Anjou Bleu Communauté et dans les mairies des Communes membres concernées. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
  - D'une publication au recueil des Actes Administratifs d'Anjou Bleu Communauté.chacune de ces formalités de publicité mentionnant le ou les lieux où le dossier peut être consulté.
- La présente délibération sera transmise pour information à l'institut National de l'Origine et de la Qualité, au Centre National de la Propriété Forestière, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux Communes limitrophes du territoire d'Anjou Bleu Communauté.



- La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île-Gloriette CS 24111, 44041 Nantes Cedex. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai.

**Vote du conseil :**

POUR : 45 voix

CONTRE : -

ABSTENTION : -

Certifié conforme,

A Segré-en-Anjou Bleu, 23 décembre 2020,

Le Président,

**Gilles GRIMAUD**

